

CETTE GUERRE D'ESPAGNE QUI NE VEUT PAS FINIR

FRANCO n'a pas eu le temps de célébrer le « triomphe » du référendum-plébiscite sur sa loi organique de pseudo-libéralisation. Les commentateurs n'avaient pas encore fini de faire le tour de cette « approbation » du régime que le plus grand mouvement de protestation sociale depuis la guerre civile explosait en chaîne à travers toute l'Espagne, à partir de Madrid.

A l'appel des « commissions ouvrières », ces organismes semi-clandestins qui regroupent les militants de tous les courants d'opposition (catholiques le plus souvent en tête, pour des raisons que l'on comprend aisément) pour la lutte sur les revendications élémentaires (liberté syndicale, et augmentation de salaires en particulier), 100.000 ouvriers madrilènes ont manifesté le vendredi 28 janvier, en boycottant les moyens de transport, soutenus par les étudiants. 500 personnes étaient arrêtées dont une grande partie ne fut relâchée que trois jours après. Le même jour, des ma-

nifestations avaient lieu aussi au pays basque. Le lendemain, 30.000 ouvriers faisaient la grève sur le tas pour la libération des détenus. Le lundi 30, les mouvements de solidarité se multipliaient : les manifestations étudiantes de Madrid entraînaient bagarres avec la police, arrestations et blessures, 55.000 ouvriers participaient à des débrayages partiels de solidarité. Des leaders syndicalistes étaient arrêtés en Asturies où 10.000 mineurs se mettaient en grève. A Barcelone, 12.000 ouvriers du textile déclaraient la grève illimitée. A Séville, manifestation de plusieurs milliers de métallos pour la libération d'un dirigeant syndicaliste arrêté une semaine plutôt comme communiste. C'était le même jour qu'à Bilbao un arbitrage sévère était rendu contre les ouvriers des laminages d'Etcheverri, en grève depuis le début décembre.

Le mardi 31 janvier, le gouvernement lâchait du lest du côté des ouvriers. Non seulement, il libérait les arrêtés, mais l'

annonçait qu'il n'y aurait pas de procès des leaders des « commissions ouvrières ». Par contre, les manifestations étudiantes se poursuivaient avec acharnement.

Le 1er février, à leur tour, 17.250 mineurs des Asturies entraient en grève pour leurs salaires et réclamaient la réintégration des licenciés de 1964. Le 3, les mêmes mineurs, avec les métallos annonçaient qu'ils adhéraient au mouvement général des revendications ouvrières.

Un tel mouvement peut évidemment connaître bien des flux et reflux, mais il ne faut pas s'y tromper : le courant vient des profondeurs et ne sera pas brisé.

L'Espagne connaît aujourd'hui les mêmes difficultés économiques que le reste de l'Europe (1), mais elle en souffre davantage, car ses travailleurs sont les sous-prolétaires du continent (et des Etats-Unis pour lesquels ils suent beaucoup de profit) grâce à la férule du régime. Ils n'ont eu que la plus petite part du gâteau de la période de boom économique ; maintenant, la récession les frappe plus vivement et les menace encore davantage, d'autant plus que rentrent par milliers ceux qui avaient émigré au cours des dernières années en Allemagne, Belgique, Suisse et France.

Dans une telle conjoncture, les capitalistes espagnols sont partagés entre le désir de réduire encore la portion congrue des ouvriers, et la peur de les voir recommencer la guerre civile si le régime les accule au désespoir. D'où les contradictions dans les rangs bourgeois — jusqu'au niveau du

« Mouvement » phalangiste — qui fait fleurir de pâles libéraux impuissants, et des monarchistes constitutionnalistes, semeur de poudre dorée aux yeux des affamés.

Quant au P.C., il distingue soigneusement entre l'opposition libérale à Franco et les « démocrates » qui cherchent une autre... voie pacifique. Ainsi, Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C. espagnol, s'écrie : « Nous communistes, avec notre politique de réconciliation nationale... avons indiqué le chemin : un accord national, allant de la droite jusqu'à la gauche, des libéraux les plus conservateurs jusqu'aux communistes, afin d'instaurer un système de libertés politiques... » Entente qui exercerait une « pression pacifique mais irrésistible, pour déloger les ultras de Franco et les bureaucrates du pouvoir. »

Face à cette vulerie généralisée, des cadres se forment dans les usines et les universités. C'est cette nouvelle génération qui achèvera la guerre d'Espagne contre le fascisme, par la victoire, demain.

M. LEQUENNE.

(1) Voir en page 2 et 3, l'article de Jean Devaux.

“ANANAS” ET “GOYAVES” DU VIETNAM

Jean-Paul Sartre et Laurent Schwartz, présidents du Tribunal international contre les crimes de guerre, présentaient, le jeudi 2 février, les envoyés de la première mission d'enquête au Vietnam ; cette mission, dont faisait partie le professeur de l'Université de New York, John Gerassi, le professeur Jean-Pierre Vigier, M^r Matarasso et le photographe Roger Pic, devait rendre compte des investigations réalisées au Vietnam du Nord du 30 décembre au 20 janvier.

L'on sait l'importance du « tribunal Russell » et l'intérêt qu'a suscité cette initiative dès son annonce. Le compte rendu des premières enquêtes, fait l'autre soir, a frappé les auditeurs par la précision des informations fournies et les preuves implacables apportées. Pour l'impérialisme américain, c'est déjà d'un réquisitoire qu'il s'agit.

Pour ceux qui, comme saint Thomas, veulent voir pour croire, photos et bombes étaient là pour témoigner.

Les conclusions rapportées par la mission sont accablantes. Le premier orateur, M^r Matarasso, évoqua dans son rapport « les bombardements massifs et volontaires, tout autant que systématiques de la population civile », les bombardements de Hanoi et de Haiphong ; les écoles, les pagodes, les hôpitaux détruits en connaissance de cause après que les photos aériennes aient été prises de ces objectifs.

Au Cambodge, la commission a pu constater que des agressions avaient été commises à la frontière, en dépit de la neutralité du pays affirmée par les accords de Genève de 1954.

Bien que M^r Matarasso n'ait pas voulu préjuger des conclusions du tribunal, il devait affirmer que ce qu'il avait vu était « contraire à la légalité internationale », « Pour le juriste le plus précautionneux, déclara-t-il, les ratissages, les hameaux stratégiques qui ne sont que des camps de concentration déguisés, les armes utilisées permettent de tirer la conclusion suivante : Il est incontestable que l'on assiste à une volonté de génocide en voie d'exécution et qui n'est limitée que par l'admirable résistance du peuple vietnamien. »

Le témoignage de John Gerassi donna quelques indications supplémentaires : le bombardement d'une école qui provoqua la mort de trente élèves, des villages bombardés bien qu'il n'y eut pas d'objectifs militaires dans la région. Sa conclusion : dans les régions qu'il a visitées, malgré les survols aériens préalables, des objectifs non militaires sont atteints. Pour lui il ne fait aucun doute que les bombardements ne sont pas commis par erreur, mais qu'ils sont « délibérés et désirés » et que leur but est de « terroriser la population ».

L'orateur suivant devait peu parler : photographe, il se contenta de montrer les agrandissements photographiques qu'il rapporte : enfants amputés, écoles et garderies d'enfants détruites, faubourgs de

Hanoi bombardés (ces bombardements que les Américains ont nié) et une photo plus atroce encore : celle d'un homme brûlé au napalm.

Jean-Pierre Vigier devait donner, s'il en était encore besoin, une autre dimension de l'horreur : Il était chargé, quant à lui, de l'examen du matériel de guerre utilisé ; plus tard, des expertises d'échantillons seront faites, ainsi que des gaz et matériaux inflammables ; les conclusions préliminaires de l'orateur sont les suivantes : les Américains font au Vietnam l'expérience d'armes d'un type nouveau ; il s'agit des bombes baptisées du doux nom exotique de « ananas » et « goyaves » : en fait ce sont des bombes à fragmentation qui ne peuvent détruire le béton ou l'acier mais qui atteignent les hommes. Pour la première fois dans l'histoire de la guerre, on a trouvé un moyen de ne tuer que la population sans atteindre les installations économiques ou militaires ; la moitié des bombes qui tombent sur la R.D.V.N. sont de ce type. Enfermées dans une bombe-mère, les « goyaves », quand elles explosent, libèrent 350 « billes » ; or chaque bombe-mère pouvant contenir 350 à 600 « goyaves », le « nettoyage du territoire » est grandement facilité, et le rendement accru, si l'on peut dire.

Pour Vigier, le but de ces engins est, en frappant la population civile, de faire régner la terreur ; on parle même de les perfectionner en remplaçant les billes par des dents de scie, plus efficaces.

Outre ces divertissements, l'utilisation d'obus au phosphore et au napalm au nord du 17^e parallèle a pu être vérifiée par la mission. Vigier devait terminer son rapport en lisant le texte d'un poème écrit par une jeune fille de 16 ans après un bombardement :

Les pirates américains ont surgi du [brouillard,
Ils ont tué ma mère et mon père,
Nous ne pouvons plus vivre sous le [même ciel.

La dernière intervention devait faire état des destructions de coopératives agricoles et de districts ruraux. Puis Sartre donna quelques précisions sur la tenue prochaine du tribunal dont on espère qu'il pourra avoir lieu à Paris. La prochaine réunion est fixée au printemps. Sartre réaffirma que l'objectif du tribunal est de préciser, preuves à l'appui, quel type de guerre l'on mène au Vietnam, et de voir quels seraient les châtements adoptés si les règlements internationaux étaient appliqués ; ceci afin de « mobiliser l'opinion publique pour qu'elle juge aussi les actes politiques ».

Après avoir demandé à la presse de faire le maximum de publicité autour des travaux du tribunal, la séance fut levée. Une nouvelle contribution est ainsi apportée au combat des Vietnamiens. Il faut plus que jamais démasquer les crimes yankees et participer aux comités Vietnam pour défendre la révolution vietnamienne.

ABONNEMENT — 1 an : 10 F
● Sous pli fermé : 15 F
● De soutien : 20 F
C.C.P. Bouyer
15 285-16 Paris

Tous les jours ouvrables, de
15 heures à 19 heures une permanence est assurée dans nos locaux
21, rue d'Aboukir, PARIS-2^e
GUTemberg 06-57

Le directeur de publication :
P. FRANK

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton
PARIS-12^e

DES JÉSUITES DE CLASSE

Un jeune réalisateur voulait monter une pièce de Garcia Lorca à Madrid. Il s'agissait de l'histoire d'une jeune fille de Grenade qui au XIX^e siècle fut condamnée à mort pour avoir brodé un drapeau républicain.

Les censeurs franquistes déclarèrent que la pièce était interdite... à moins que l'actrice incarnant le rôle de la jeune héroïne ne brode... un drapeau monarchiste.

Ils ne manquent pas d'impudeur ni de culot, ces censeurs. Pendant qu'ils y étaient, ils pouvaient fort logiquement exiger qu'on présente ensuite Garcia Lorca comme un poète royaliste qui fut assassiné... par les républicains. Pourquoi se gêner ? Chiche qu'un jour, de Gaulle autorisera un film sur Charonne, à condition qu'on y voit de petites employées des P. et T. massacrées de gros policiers.

Le cri continue à retentir :

DEPUIS plusieurs mois, la campagne de solidarité avec Hugo Blanco et ses camarades emprisonnés s'est largement intensifiée. Jamais un militant trotskyste n'avait vu se manifester en sa faveur un tel élan d'appuis. D'Europe, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord, les messages, les prises de positions, les manifestations qui nous parviennent sont le témoignage d'une conscience et d'une sensibilité révolutionnaire plus que jamais en éveil.

Grâce à cette conscience internationale, Hugo Blanco est encore vivant. Ses juges ont reculé. Ceux qui veulent sa tête font comme l'autruche : ils cachent la leur.

Mais l'on ne saurait considérer que désormais tout danger est écarté ; le gouvernement péruvien et ses militaires savent que le moment n'est pas propice à une exécution sommaire ; ce qu'ils attendent c'est un relâchement des protestations ; ils espèrent que les protestataires satisfaits d'un répit éphé-

mère, se laisseront ; ils savent qu'il est difficile de maintenir en permanence un tel mouvement ; ils attendent leur heure, celle où ayant atteint son apogée, la protestation internationale cessera de se manifester ; Hugo Blanco oublié serait alors facile à assassiner. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'une sentence de mort est exécutée dans les 24 heures ; il faut donc d'ouïr ces calculs et ne pas ralentir la campagne en faveur de H. Blanco et de ses camarades. Le tribunal est en vacances, mais Hugo Blanco est dans la dure prison d'El Fronton, menacé par des sbires sans scrupules qui ne reculent ni devant les exécutions rapides, ni devant les pseudo-suicides, ni devant les « tentatives de fuite » toujours mortelles.

Il faut intensifier les protestations ; n'oublions pas que la tactique dilatoire est l'une des armes favorites de la justice bourgeoise ; comme pour le procès Ben Barka, Hugo Blanco peut soudain disparaître de l'actualité si

DES PROTESTATIONS...

AU MEXIQUE

Le 16 décembre 1966, un télégramme s'opposant à la menace de mort pesant sur Hugo Blanco et demandant l'amnistie pour tous les prisonniers politiques péruviens a été envoyé au Président de la République du Pérou, Belaunde Terry. Ce télégramme est signé par Manuel Marce Párdinas, directeur de la revue *Política*, Arnaldo Reynal, éditeur de *Siglo Veinti*, Victor Rico Galan, publiciste et prison-

nier politique, Mario Menendez Rodriguez, directeur de *Sucesos*, Renato Leduc, publiciste, Eduardo Jardon Arzate, directeur de *Prensa Latina*, Enrique Semo, directeur de *Historia y Sociedad*, Ramon Danzós Palomino, secrétaire général de la C.C.L., Arnaldo Martínez Verdugo, secrétaire général du P.C. mexicain, Margaret Randall, poète et éditrice de *El Corno Emplumado*, et Carlos Alcazar, directeur de *Perspective Mundial* (édition espagnole).